



**INSTITUTION ADOUR**  
Etablissement Public Territorial de Bassin  
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

**Marché de prestations intellectuelles**

**AS01042025PI**

**RÈGLEMENT DE CONSULTATION**

**Objet de l'accord-cadre :**

**Réalisation de diagnostics de réduction de vulnérabilité au risque inondation (habitations, bâtiments publics, bâtiments d'entreprise) sur les territoires des PAPI Adour aval, gave d'Oloron et agglomération dacquoise**

**Date limite de remise des offres :**

**Lundi 5 mai 2025 à 23h55**

**INSTITUTION ADOUR  
970 allée Jean d'Arcet - 40280 HAUT-MAUCO  
05 58 46 18 70  
secretariat@institution-adour.fr**

**Code de la commande publique**

**CCAG applicable : CCAG Prestations intellectuelles (PI) – 2021**

**Marché accord-cadre à bons de commande mono attributaire  
Marché à « procédure formalisée appel d'offres ouvert » passé en  
application des dispositions des articles L.2124-2 et R.2124-2 alinéa 1 du  
code de la commande publique**

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 - POUVOIR ADJUDICATEUR .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 2 - OBJET DE L'ACCORD CADRE .....</b>	<b>3</b>
2.1 - Décomposition en lots.....	3
2.2 - Forme de l'accord cadre.....	3
2.3 - Durée de l'accord cadre -Reconduction- Délais d'exécution des prestations .....	4
<b>ARTICLE 3 - ORGANISATION DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>4</b>
3.1 - Procédure de passation .....	4
3.2 - Mode de dévolution : accords-cadres séparés .....	4
3.3 - Dispositions relatives aux groupements.....	4
3.4 - Variantes .....	4
3.5 - Modifications de détail au dossier de consultation.....	4
<b>ARTICLE 4 - CONTENU ET DELIVRANCE DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 5 - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES .....</b>	<b>5</b>
5.1 - Éléments nécessaires à la sélection des candidatures.....	5
5.2 - Éléments nécessaires aux choix de l'offre .....	5
5.3 - Délai de validité des offres .....	6
<b>ARTICLE 6 - CONDITIONS DE REMISE DES OFFRES .....</b>	<b>6</b>
6.1 - Remise des offres .....	6
6.2 - Assistance utilisateur.....	6
6.3 - Nommage des fichiers.....	7
6.4 - Copie de sauvegarde.....	7
<b>ARTICLE 7 - CRITERES DE NOTATION DES OFFRES.....</b>	<b>7</b>
7.1 - Critère « Valeur technique de l'offre » noté sur 60 .....	7
7.2 - Critère « Prix des prestations » noté sur 40 .....	8
<b>ARTICLE 8 - DEROULEMENT DE LA PROCEDURE.....</b>	<b>8</b>
8.1 - Sélection des candidatures .....	8
8.2 - Ouverture des offres.....	8
8.3 - Information des candidats rejetés.....	9
8.4 - Négociation .....	9
8.5 - Établissement et signature de l'acte d'engagement entre les parties .....	9
<b>ARTICLE 9 - DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES .....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 10 - DIFFERENDS ET PROCEDURE DE RECOURS .....</b>	<b>10</b>
10.1 - Traitement des différends .....	10
10.2 - Instances, voies et délais de recours .....	10



## Article 1 - Pouvoir adjudicateur

Acheteur : INSTITUTION ADOUR  
 Adresse : 970 allée Jean d'Arcet - 40280 Haut-Mauco  
 Tél : 05.58.46.18.70  
 Courriel : secretariat@institution-adour.fr  
 Site internet : <http://www.institution-adour.fr>

L'Institution Adour est représentée par son Président, Monsieur Paul Carrère, en vertu de la délibération n° 64/2021 en date du 22 septembre 2021 de son comité syndical.

L'Institution Adour est un syndicat mixte ouvert ayant pour mission la gestion de l'eau du bassin de l'Adour dans sa composante grand cycle, reconnu établissement public territorial de bassin à l'échelle du bassin de l'Adour.

## Article 2 - Objet de l'accord cadre

La consultation a pour objet la réalisation de diagnostics de réduction de vulnérabilité sur des biens à usages d'habitation, des bâtiments publics et des bâtiments d'entreprises de moins de 20 salariés.

L'objectif est, à terme, de pouvoir mettre en œuvre les dispositions préconisées dans ces diagnostics par la réalisation de travaux sur ces biens.

La méthode élaborée devra s'appuyer sur les recommandations du guide CEPRI « Le bâtiment face à l'inondation - Diagnostiquer et réduire sa vulnérabilité - Guide méthodologique ».

### 2.1 - Décomposition en lots

Les différents lots de la consultation sont les suivants :

- Lot 1 : réalisation de diagnostics de réduction de vulnérabilité au risque inondation (habitations, bâtiments publics, bâtiments d'entreprise) sur les 26 communes landaises du PAPI Adour aval ;
- Lot 2 : réalisation de diagnostics de réduction de vulnérabilité au risque inondation (habitations, bâtiments publics, bâtiments d'entreprise) sur les 77 communes basques du PAPI Adour aval ;
- Lot 3 : réalisation de diagnostics de réduction de vulnérabilité au risque inondation (habitations, bâtiments publics, bâtiments d'entreprise) sur les 168 communes du PAPI gave d'Oloron ;
- Lot 4 : réalisation de diagnostics de réduction de vulnérabilité au risque inondation (habitations, bâtiments publics, bâtiments d'entreprise) sur les 20 communes du PAPI de l'agglomération dacquoise.

Les lots 1 et 2 sont des lots groupés issus d'un groupement de commandes entre l'Institution Adour et la communauté d'agglomération Pays Basque. Ils feront l'objet d'un unique attributaire.

### 2.2 - Forme de l'accord cadre

Les prestations feront l'objet d'un accord-cadre fractionné à bons de commande avec maximum en quantité sans minimum en application des articles R.2162-2 et suivants, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

Les prestations de l'accord-cadre sont exécutées par l'émission de bons de commande successifs selon les besoins. Chaque bon de commande précise les prestations décrites dans l'accord-cadre dont l'exécution est demandée et en détermine la quantité.

Concernant les lots 1 et 2 issus d'un groupement de commande, chaque maître d'ouvrage émettra ses propres bons de commandes selon les besoins. Ils feront l'objet d'un unique attributaire. L'accord-cadre pour ces deux lots sera conclu avec un seul opérateur économique. Si un candidat ne répond pas aux deux lots, sa réponse ne sera pas retenue.



## 2.3 - Durée de l'accord cadre -Reconduction- Délais d'exécution des prestations

La durée de l'accord, les modalités de reconduction et les délais d'exécution sont précisés dans le CCAP.

## Article 3 - Organisation de la consultation

### 3.1 - Procédure de passation

La présente consultation est lancée suivant la procédure de l'appel d'offres ouvert en application des articles R.2124-1, R.2124-2 1° et R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique.

Cette consultation s'effectue dans le cadre d'un groupement de commandes conformément à l'article L2113-6 du code de la commande publique avec les organismes suivants :

-Institution Adour

-Communauté d'agglomération Pays Basque

Le coordonnateur du groupement est l'Institution Adour. Conformément à la convention de groupement de commande le coordonnateur sera chargé de mener toute la procédure de passation (jusqu'à l'attribution de l'accord cadre) et chaque membre du groupement sera responsable de l'exécution selon la maîtrise d'ouvrage définie par lot.

### 3.2 - Mode de dévolution : accords-cadres séparés

La consultation est divisée en 4 lots, chaque lot faisant l'objet d'un accord-cadre séparé confié à un prestataire unique ou un groupement de prestataires.

Il est possible de présenter une offre pour un ou plusieurs lots à l'exclusion des lots 1 et 2 pour lesquels il sera nécessaire de présenter une offre pour chacun des deux lots, dans la mesure où l'accord-cadre pour chacun de ces deux lots sera conclu avec un seul opérateur économique. Si un candidat ne répond pas aux deux lots, sa réponse ne sera pas retenue.

### 3.3 - Dispositions relatives aux groupements

L'accord-cadre pourra être attribué à un seul prestataire ou à un groupement de prestataires.

Si l'accord-cadre est attribué à un groupement conjoint, celui-ci pourra se voir contraint d'assurer sa transformation en groupement solidaire après attribution de l'accord-cadre.

Conformément à l'article R.2142-22 du code de la commande publique, la justification de l'exigence de la forme de groupement après l'attribution est la suivante : sécurité financière en cas de défaillance de l'un des membres du groupement.

Le même prestataire ne peut pas présenter pour le marché plusieurs offres, en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements ;
- en qualité de membre de plusieurs groupements.

### 3.4 - Variantes

La proposition de variante n'est pas autorisée

### 3.5 - Modifications de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard sept (7) jours ouvrés avant la date fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Toute modification du DCE à l'initiative du maître d'ouvrage et du coordonnateur du groupement de commandes pour les lots 1 et 2 sera effectuée sur la plateforme de téléchargement visée au présent document. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.



## Article 4 - Contenu et délivrance du dossier de consultation des entreprises

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) est dématérialisé.

Le DCE peut être consulté et téléchargé gratuitement à l'adresse suivante :

<https://demat-ampa.fr>

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) est composé des documents suivants :

- le règlement de consultation (RC) ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- le détail quantitatif et estimatif (DQE) ;

Conformément au code de la commande publique visé dans le présent document, il est rappelé que l'offre du candidat n'a pas à être signée. À ce titre, le DCE ne comprend pas d'acte d'engagement.

Lors du téléchargement du DCE il est fortement conseillé aux candidats de s'authentifier sur la plateforme et d'indiquer une adresse de courrier électronique permettant, de façon certaine, une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou modifications du DCE. Le téléchargement du règlement de la consultation est libre.

L'acheteur public ne pourra être tenu responsable des conséquences résultant du cas où un candidat n'aurait pas fourni une adresse de courrier électronique, ou aurait fourni une adresse erronée, lors du retrait du DCE.

Le candidat est informé que seul l'exemplaire du dossier de consultation détenu par le Pouvoir Adjudicateur fait foi.

## Article 5 - Présentation des candidatures et des offres

Les candidats auront à produire les pièces ci-dessous définies rédigées en langue française.

### 5.1 - Éléments nécessaires à la sélection des candidatures

Chaque candidat ou chaque membre de l'équipe candidate devra produire les pièces suivantes :

- une lettre de candidature établie sur la base du formulaire<sup>1</sup> DC1 à jour de la réforme de la commande publique ;
- une déclaration du candidat établie sur la base du formulaire<sup>1</sup> DC2 à jour de la réforme de la commande publique ;
- les certificats fiscaux et sociaux ou l'une des pièces prescrites par les articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8227 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales. Pour les candidats de l'Union européenne, la production de documents équivalents sera requise ;
- en cas de groupement d'entreprises : la copie de la convention de groupement momentané d'entreprise
- une attestation d'assurance à jour des primes et qui mentionne l'étendue de la couverture.

Enfin, selon les dispositions de l'article R.2143-4 du code de la commande publique, le Pouvoir Adjudicateur accepte que les candidats présentent leur candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME).

### 5.2 - Éléments nécessaires aux choix de l'offre

Pour le choix de l'offre, les candidats doivent produire les documents suivants pour chaque lot :

<sup>1</sup> Les formulaires type DC1 ou DC2 sont téléchargeables à l'adresse : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>



- Un mémoire technique contenant a minima :
  - Le contenu précis des prestations ;
  - Les éléments méthodologiques de réalisation de la prestation
  - Les moyens humains (références, compétences) et matériels mis spécifiquement à disposition pour mener à bien la mission dans son ensemble
  - Un organigramme dédié à l'Institution Adour pour cet accord-cadre indiquant les intervenants depuis le bon de commande jusqu'à l'étape facturation : référent administratif (personne à qui transmettre les bons de commande, suivis des commandes, factures,) référent technique.
  - L'évaluation du temps de travail des intervenants
  - Les références du candidat pour ce type de prestations
  - Le curriculum vitae des intervenants
  - Un modèle de rapport de diagnostic.
- Le bordereau des prix unitaires complété et signé.
- Le détail quantitatif estimatif complété et signé.

Les candidats sont tenus de libeller leurs offres en EUROS et en langue française.

### 5.3 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à cent vingt jours (120) jours à compter de la date limite de réception des offres.

## Article 6 - Conditions de remise des offres

### 6.1 - Remise des offres

Les offres sont transmises en une seule fois. Si plusieurs offres sont adressées ou transmises successivement par un même candidat, seule la dernière reçue dans le délai fixé pour la remise des offres sera ouverte.

**Les offres doivent être transmises électroniquement via la plateforme :**

- <https://demat-ampa.fr>

La transmission des documents sur un support physique électronique (CD-ROM, clé USB...) n'est pas autorisée. De même, la transmission des plis par mail ou télécopieur n'est pas autorisée.

Les candidats sont invités à prendre en compte le temps de chargement de leur pli sur la plate-forme par rapport à la date et heure de clôture, ce temps de chargement étant fonction du débit de leur accès internet et de la taille des documents à transmettre.

Il est recommandé aux candidats de ne pas transmettre leurs offres en dernière minute. Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT + 01 : 00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

La réponse doit être impérativement reçue avant la date et heure limite de la consultation. Le dépôt de l'offre est horodaté et donne lieu à un accusé de réception envoyé par mail confirmant la date et l'heure de réception de manière certaine.

Pour rappel, les candidats sont invités à tester la configuration de leur poste quelques jours avant le dépôt d'une offre.

En outre, il est rappelé que, si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres.

### 6.2 - Assistance utilisateur

En cas d'incompréhension d'une fonctionnalité de la plate-forme, les entreprises sont invitées à contacter le service de support notamment en cas de difficulté à remettre une réponse électronique ou à signer électroniquement un fichier, accessible par ce lien : <https://demat-ampa.fr/entreprise/aide/assistance-téléphonique>.



### 6.3 - Nommage des fichiers

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles et exploitables ; notamment, il est recommandé aux candidats de respecter les recommandations suivantes :

- les formats des fichiers suivants : .doc/.rtf/.pdf/.xls/.odt ;
- ne pas utiliser certains formats, notamment les « .exe », les formats vidéo ;
- ne pas utiliser certains outils, notamment les « macros » ;
- faire en sorte que l'offre ne soit pas trop volumineuse ;
- tous les fichiers envoyés devront être traités préalablement à l'antivirus, à charge de l'entreprise candidate.

Les candidatures et les offres contenant des virus feront l'objet d'un archivage de sécurité, et seront donc réputées n'avoir jamais été reçues. Les candidats en seront informés dans les plus brefs délais. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un antivirus avant envoi.

### 6.4 - Copie de sauvegarde

Les candidats peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde :

- Soit par voie électronique ;
- Soit sur support physique électronique (CD-Rom, DVD-Rom, clé USB) ;
- Soit sur support papier ;
- Soit par voie dématérialisée (conformément aux exigences fixées dans l'annexe 8 du code de la commande publique suite à l'arrêté du 14 avril 2023)

La copie de sauvegarde, si elle est adressée par voie électronique, est transmise au moyen d'outils et de dispositifs conformes aux exigences minimales des moyens de communication électronique prévus par les dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique, ainsi que de l'arrêté du 14 avril 2023 (annexe 8 du code de la commande publique).

La copie de sauvegarde, si elle est adressée sur support papier ou sur support physique électronique, doit être transmise sous pli scellé, comporter obligatoirement la mention : « copie de sauvegarde », ainsi que l'identification de la procédure concernée et les coordonnées de l'entreprise, à l'adresse ci-dessous :

Institution Adour – 970 allée Jean d'Arcet - 40280 Haut-Mauco

Les documents de la copie de sauvegarde doivent être signés (pour les documents dont la signature est obligatoire). Si le support physique choisi est le support papier, la signature est manuscrite. Si le support physique choisi est électronique, la signature est électronique.

Cette copie de sauvegarde pourra être ouverte dans les cas décrits à l'article 2 II de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

Les plis contenant la copie de sauvegarde, non ouverts, seront détruits à l'issue de la procédure par le Pouvoir Adjudicateur.

## Article 7 - Critères de notation des offres

Le classement des offres et le choix de l'attributaire sont fondés sur l'offre techniquement et économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères notés sur un total de 100 et énoncés ci-dessous.

### 7.1 - Critère « Valeur technique de l'offre » noté sur 60

La valeur technique sera appréciée à partir du mémoire technique fourni par le candidat.





Les sous-critères permettant de mesurer ce critère sont :

- la clarté globale de la note méthodologique (noté sur 5) ;
- la compréhension du contexte, des enjeux et de la finalité de la prestation (noté sur 5) ;
- la pertinence de l'approche méthodologique (noté sur 20) ;
- la pertinence du niveau professionnel de l'équipe et de la complémentarité des intervenants (noté sur 10) ;
- les modèles de rapports de diagnostic (noté sur 20).

## 7.2 - Critère « Prix des prestations » noté sur 40

Le critère « prix des prestations » sera évalué comme suit :

- la note maximale de 40 est attribuée à l'entreprise ayant proposé le prix le moins élevé ;
- pour les autres candidats, le calcul s'établit comme suit :  $40 \times (\text{le prix le plus bas} / \text{le prix du candidat})$ .

### Rectification des offres :

En cas de prix unitaire, les erreurs de multiplication, d'addition ou de report, qui seraient constatées dans le détail estimatif, seront rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en considération.

Dans le cas de prix unitaire et si le sous-détail d'un prix unitaire est demandé, si des erreurs de multiplication, d'addition ou de report sont constatées dans ce sous-détail, dans l'offre d'un concurrent, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.

Toutefois, si le prestataire concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier ce sous-détail pour le mettre en harmonie avec le prix unitaire correspondant.

Sera déclarée comme irrégulière, une offre, qui, tout en apportant une réponse au besoin du Pouvoir Adjudicateur, est incomplète ou ne respecte pas les exigences formulées au sein des documents de la consultation.

## Article 8 - Déroulement de la procédure

### 8.1 - Sélection des candidatures

Conformément à l'article R.2144-1 du code de la commande publique, avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai raisonnable.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

Les lots 1 et 2 sont issus d'un groupement de commande entre l'Institution Adour et la communauté d'agglomération Pays Basque. Dans ce cadre un candidat identique sera retenu pour ces deux lots. Ils feront l'objet d'un unique attributaire. Si un même candidat ne répond pas aux deux lots, sa réponse ne sera pas retenue.

### 8.2 - Ouverture des offres

L'ouverture des offres des candidats est effectuée par le maître d'ouvrage et le coordonnateur du groupement de commandes pour les lots 1 et 2, qui procède à l'enregistrement des pièces composant les offres.

En cas de pièce absente ou incomplète, le maître d'ouvrage ou le coordonnateur du groupement de commandes pour les lots 1 et 2 demandent à tous les prestataires concernés de produire ou de compléter ces pièces dans un délai maximum de quatre (4) jours à compter du jour de la notification de la demande par le maître d'ouvrage ou le coordonnateur.





Des précisions pourront être demandées au candidat si l'offre n'est pas suffisamment claire et doit être précisée. Il en sera de même si l'offre paraît anormalement basse.

Après analyse, les offres sont classées par ordre décroissant, en fonction des critères d'attribution pondérés définis au présent règlement de consultation.

### 8.3 - Information des candidats rejetés

Lorsque le choix du maître d'ouvrage et du coordonnateur du groupement de commandes pour les lots 1 et 2 aura été effectué, les candidats dont l'offre aura été rejetée seront avisés par message électronique via la plateforme :

- <https://demat-ampa.fr>

### 8.4 - Négociation

Conformément à l'article R. 2161-5, les négociations sont interdites dans la procédure d'appel d'offres ouvert.

### 8.5 - Établissement et signature de l'acte d'engagement entre les parties

À l'issue de la procédure de consultation prescrite par le présent document, chaque maître d'ouvrage, dont les membres du groupement de commandes pour les lots 1 et 2, soit l'Institution Adour et la communauté d'agglomération Pays Basque, transmettra un acte d'engagement établi suivant le modèle ATTRI-1 du ministère des finances et des comptes publics ainsi que celui de l'économie, de l'industrie et du numérique, au vu des éléments du DCE, de l'offre du candidat.

Le candidat retenu complètera cet acte d'engagement et le renverra à chacun des maîtres d'ouvrage (Institution Adour et communauté d'agglomération Pays Basque) daté et signé, le cas échéant complété des pièces justificatives exigées, et ce dans un délai de cinq (5) jours ouvrables.

Le candidat renverra également :

- les certificats fiscaux et sociaux ou l'une des pièces prescrits par les articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8227 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales. Pour les candidats de l'Union européenne, la production de documents équivalents sera requise ;

Seul l'exemplaire de l'acte d'engagement (et les annexes prescrites par le règlement de consultation) ainsi établi sera signé par le maître d'œuvre du marché et chaque maître d'ouvrage à l'exclusion de tout autre document fourni par le maître d'ouvrage et le coordonnateur dans le dossier de consultation des entreprises.

## Article 9 - Demande de renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires (d'ordre administratif ou technique) qui leur seraient nécessaires pour établir leur offre, les candidats devront faire parvenir au plus tard dix (10) jours ouvrés avant la date limite de remise des offres, une demande.

Les demandes de renseignements doivent être transmises électroniquement via la plateforme :

- <https://demat-ampa.fr>

À défaut de parvenir à l'Institution Adour au plus tard 10 jours ouvrés avant la date limite de remise des offres, aucune demande de renseignement ne sera prise en compte.

Les demandes de compléments et leurs réponses seront adressées, par voie électronique, à l'adresse mail renseignée par les candidats lors de leur identification sur la plateforme.

Ainsi, une attention particulière est demandée aux candidats. En effet, ces derniers sont seuls responsables du paramétrage et de la surveillance de leur propre messagerie : validité de l'adresse mail, redirection automatique de certains mails, utilisation d'antisipam...

En cas de retrait anonyme du dossier de consultation sur la plate-forme de dématérialisation, les candidats n'auront pas accès aux différentes correspondances, et notamment la publication des



questions/réponses ou encore la modification du dossier de consultation en cours de marché. Ces correspondances seront adressées uniquement aux candidats identifiés.

## Article 10 - Différends et procédure de recours

### 10.1 - Traitement des différends

L'acheteur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Si un différend (suffisamment grave au point d'être susceptible de déboucher, avec lui seul comme fait générateur, sur un recours devant une juridiction) survient à l'occasion de l'exécution du présent marché, les parties s'engagent présentement à procéder à un règlement amiable avant tout dépôt d'un recours contentieux devant une juridiction administrative. Cette tentative de règlement amiable est obligatoire.

La partie demanderesse devra ainsi notifier ses griefs à l'autre partie, par courrier écrit, motivé, argumenté et contenant des éléments de preuve, et mentionnant impérativement l'activation du dispositif prévu dans le présent article. Les parties concernées, tenteront de régler amiablement le différend, dans un délai maximum de trente (30) jours (jours ouvrés, hors jours fériés officiels et samedi-dimanche) à compter de la date de réception dudit courrier. A défaut d'établissement d'un règlement amiable du différend dans ce délai, qui serait acté au moins par un simple échange réciproque d'écrit (pouvant être électronique), les parties seront libres d'engager un recours devant une juridiction administrative.

Dès lors, les entités s'estimant lésées pourront engager un recours contentieux (sans pouvoir exploiter les reconnaissances des torts ou concessions réciproques, avancées dans le cadre de la phase de tentative de règlement amiable du différend), auprès du Tribunal administratif de Pau.

La juridiction administrative compétente peut désormais être saisie par l'application Télerecours accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

### 10.2 - Instances, voies et délais de recours

Le Tribunal administratif de Pau est compétent pour tout litige concernant la passation ou l'exécution de ce marché.

Adresse : Villa Noullobos - 50 cours Lyautey - 64010 PAU CEDEX Téléphone : [05.59.84.94.40](tel:05.59.84.94.40)

Le greffe de ce tribunal constitue l'entité susceptible de fournir des renseignements complémentaires sur les voies de recours : [greffe.ta-pau@juradm.fr](mailto:greffe.ta-pau@juradm.fr)

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours selon les dispositions du code de justice administrative :

- le délai de voie de recours (article R.421-1) est en principe de deux mois à compter de la réception de la notification ou de la publication de la décision préjudiciable ;
- le référé pré contractuel (article L.551-1) porte sur l'introduction d'un recours intervenant jusqu'à la signature du marché ;
- une voie de recours gracieux est toujours possible, auprès du représentant de l'acheteur.

